

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 Orléans

Orléans, le 26/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IPI - INTERNATIONAL PLASTIC INDUSTRIE

CD 20 - route de la Gare
BP 1
45170 Chilleurs-Aux-Bois

Références : VAT20250390
Code AIOT : 0010001228

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/09/2025 dans l'établissement IPI - INTERNATIONAL PLASTIC INDUSTRIE implanté ZI BP 1 45170 Chilleurs-aux-Bois. L'inspection a été annoncée le 07/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IPI - INTERNATIONAL PLASTIC INDUSTRIE
- ZI BP 1 45170 Chilleurs-aux-Bois
- Code AIOT : 0010001228
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement USEO de Chilleurs-aux-Bois fabrique et conditionne des couverts et de la vaisselle réutilisable en matériaux biodégradables et de la vaisselle lavable en plastique pour des sociétés de transport aérien et ferroviaire, la restauration rapide et la grande distribution.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 1.3	Demande d'action corrective	4 mois
2	MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 1.5	Demande d'action corrective	4 mois
3	NATURE DES INSTALLATIONS	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 01/02/01	Demande d'action corrective	4 mois
4	NATURE DES INSTALLATIONS	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 01/02/01	Demande d'action corrective	4 mois
14	INVENTAIRES DES SUBSTANCES DANGEREUSES	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 7.2.1. de l'AP du 23/07/2019	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
16	RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 7.7.3. de l'AP du 23/07/2025	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	NATURE DES INSTALLATIONS	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 01/02/01	Sans objet
6	NATURE DES INSTALLATIONS	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 01/02/01	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	NATURE DES INSTALLATIONS	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 01/02/01	Sans objet
8	NATURE DES INSTALLATIONS	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 01/02/01	Sans objet
9	NATURE DES INSTALLATIONS	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 01/02/01	Sans objet
10	NATURE DES INSTALLATIONS	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 01/02/01	Sans objet
11	NATURE DES INSTALLATIONS	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 01/02/01	Sans objet
12	NATURE DES INSTALLATIONS	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 01/02/01	Sans objet
13	POLLUTION DES MILIEUX	Code de l'environnement du 06/08/2025, article Article D541-362	Sans objet
15	ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 7.7.2. de l'AP du 23/07/2025	Sans objet
17	AIRE DE STATIONNEMENT DES POMPIERS	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 7.7.4. de l'AP du 23/07/2019	Sans objet
18	BASSIN DE CONFINEMENT ET BASSIN D'ORAGE	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 7.7.7.1. de l'AP du 23/07/2019	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 1.3
Thème(s) : Situation administrative, conformité des aménagements
Prescription contrôlée :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Constats :

Par courrier reçu le 10 avril 2019, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées, un porter à connaissance relatif aux modifications de ses installations en vue de construire une extension pour y implanter 8 nouvelles lignes de production de couverts et vaisselles en matériaux biodégradables. Cette extension a été décidée en raison de la nouvelle réglementation qui interdit au 1^{er} janvier 2020 les couverts et les contenants jetables en plastique.

L'examen des éléments transmis a amené l'inspection à formuler des remarques par courrier électronique en date du 12 avril 2019. La société IPI (maintenant USEO) a adressé son dossier modifié le 14 mai 2019 à l'inspection des installations classées.

L'instruction de ce porter à connaissance a donné lieu à la mise à jour de l'arrêté d'autorisation d'exploiter. Ce nouvel arrêté préfectoral du 23/07/2019 intègre l'extension prévue.

Constat du 02/09/2025 :

L'extension envisagée dans le porter à connaissance, d'une superficie de 9 998 m² devait porter ainsi la surface totale de plancher à 19 558 m². Lors de la visite, il a été constaté que l'extension réalisée ne correspond pas au prévisionnel. Conformément au permis de construire modificatif qui a été communiqué à l'inspection par courriel du 02/09/2025 à l'issue de la visite, l'extension réalisée est d'environ 2 600 m², portant aujourd'hui la surface totale des bâtiments à 12 160 m².

L'extension initialement envisagée devait être composée :

- de 3 cellules :
- 1 cellule de 1 971 m² pour le conditionnement,
- 1 cellule de 2 325 m² destinée à accueillir les systèmes de pulpages (premières transformation des fibres cellulosiques en pulpe de papier),
- 1 cellule de 4 056 m² destinée à accueillir l'atelier machines (modelage de la pulpe de papier en contenants).
- d'un local technique de 952 m²
- d'un local TGBT et un local transformateur,
- de bureaux/locaux sociaux sur une superficie de 694 m².

Le Permis de construire modificatif, précise que l'extension finalement réalisée en 2020/2021 comprend :

- 1 cellule imbriquée dans l'ancien bâtiment pour former un bâtiment unique et communiquant librement entre eux.
- Un local technique intégrant un local technique, un local TGBT et un local transformateur au Sud-Est de l'extension.

Lors de la visite, l'exploitant a précisé que l'extension initialement prévue se fera dans les années à venir sans pouvoir donner de délai.

L'exploitant a été informé qu'il devra alors déposer un nouveau permis de construire et informer, au préalable, la Préfecture ainsi que la DREAL des futures modifications.

Constat du 02/09/2025 :

L'extension de l'établissement réalisée en 2020/2021 n'est pas conforme au porter à connaissance transmis par l'exploitant. L'exploitant doit faire un nouveau porter à connaissance (PAC) qui est le reflet de l'activité de l'établissement de Chilleurs-aux-Bois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit faire un nouveau porter à connaissance (PAC) qui est le reflet de l'activité de l'établissement de Chilleurs-aux-Bois afin que l'arrêté préfectoral soit adapté. Ce porter à connaissance devra aussi intégrer les projets à venir pour anticiper les évolutions futures connues. Afin de garder le bénéfice de son antériorité et rester sur une procédure d'autorisation, l'exploitant devra le préciser dans son porter à connaissance. Ainsi, en gardant son antériorité, une augmentation d'activité future se ferait avec une procédure plus rapide car il est déjà soumis au régime de l'Autorisation.

En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 1.5

Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

L'exploitant a modifié le projet d'extension de son établissement après le porter à connaissance (PAC) du 14 mai 2019 et la prise de l'arrêté préfectoral du 23/07/2019 qui intègre l'extension prévue dans le PAC.

Cette modification n'a pas été portée à connaissance du Préfet et de l'inspection des installations classées.

De plus, plusieurs activités soumises à des rubriques de la nomenclature des installations classées ont été arrêtées. L'exploitant n'a pas informé le Préfet et l'inspection de la cessation de certaines activités.

Les points de contrôles suivants n°3 à n°12, reprennent l'ensemble des activités de l'établissement afin de dresser la situation administrative actuelle.

Constat du 02/09/2025 :

L'exploitant n'a pas informé la préfecture et l'inspection des installations classées de certaines modifications apportées et de la cessation des activités de :

- transformation de polymères (rubrique 2661)
- stockage de polymères (rubrique 2662)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit faire un nouveau Porter à connaissance qui intègre le nouveau tableau de classement. Ce PAC devra faire part des cessations d'activités, afin qu'elles soient prises en compte en même temps que l'instruction de ce PAC.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : NATURE DES INSTALLATIONS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 01/02/01

Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature

Prescription contrôlée :

Rubrique : 2661.1°a

Régime : A

Libellé de la rubrique (activité) : Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression (extrusion, injection, moulage,...). La quantité de matière susceptible d'être traitée est supérieure ou égale à 10 tonnes par jour.

Volume autorisé : Quantité traitée : 36 t/jour.

Constats :

L'exploitant précise que son établissement de Chilleurs-aux-Bois n'est plus soumis à la rubrique 2661 de la nomenclature des installations classées. En effet, l'activité de transformation de polymère a été stoppée sur le site. La majeure partie des machines d'injection a été transférée sur un autre site du groupe dans la Sarthe et les 3 machines restantes, arrêtées, devraient être transférées dans les semaines à venir.

Constat du 02/09/2025 :

L'activité relative à la rubrique 2661 a été stoppée sur le site de Chilleurs-aux-Bois. L'exploitant n'a pas procédé à la cessation d'activité partielle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une cessation d'activité pour la rubrique 2661 devra être faite dans le cadre du prochain porter à connaissance, précisé dans les 2 points de contrôles précédents.

En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : NATURE DES INSTALLATIONS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 01/02/01

Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature

Prescription contrôlée :

Rubrique : 2662.2

Régime : E

Libellé de la rubrique (activité) : Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). Le volume susceptible d'être stocké est supérieur ou égal à 1 000 m³, mais inférieur à 40 000 m³.

Volume autorisé : Volume total : 6 500 m³

Constats :

L'exploitant précise que son établissement de Chilleurs-aux-Bois a cessé son activité de stockage de polymères (rubrique 2662) qui était en lien avec l'activité d'injection de polymère rubrique 2661 qui n'existe plus. Les 5 silos extérieurs qui stockaient un volume de 6 500 m³ de granulés de polymères sont vides aux dires de l'exploitant.

Lors de la visite du site, il a été constaté plusieurs mètres cube de carton de vaisselles plastiques.

Ces produits sont de la vaisselle réformée retournée par les clients. Ils sont stockés sur le site de Chilleurs-aux-Bois, dans l'attente d'une prise en charge, pour recyclage sur un autre site.

L'exploitant précise que le volume maximum pouvant être présent est d'environ 100 m³.

Ce stockage de matière plastique est classable sous la rubrique 2663. Toutefois dans la mesure où la quantité n'excède pas le seuil de la déclaration (1000 m³), le stock est non classable.

L'inspection rappelle toutefois que s'agissant de déchets, ce stock doit être évacué.

Constat du 02/09/2025 :

L'activité relative à la rubrique 2662 a été stoppée sur le site de Chilleurs-aux-Bois. L'exploitant n'a pas procédé à la cessation d'activité partielle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une cessation d'activité pour la rubrique 2662 devra être faite dans le cadre du prochain porter à connaissance, précisé dans les points de contrôles précédents.
Les déchets (vaisselles réformée) doivent être évacués.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : NATURE DES INSTALLATIONS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 01/02/01

Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature

Prescription contrôlée :

Rubrique : 1510.2

Régime : DC

Libellé de la rubrique (activité) : Stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts. Le volume des entrepôts est supérieur ou égal à 5000 m³, mais inférieur à 50 000 m³.

Volume autorisé : Volume de l'entrepôt : 32 297 m³

Constats :

La quantité stockée de matières ou produits combustibles est supérieure 500 tonnes dans des entrepôts couverts.

Suite à l'extension réduite du site, le volume des entrepôts couverts est probablement

légèrement inférieur à ce qui été prévu initialement mais l'exploitant ne connaît pas ce dernier. Ce volume reste supérieur ou égal à 5000 m³, mais inférieur à 50 000 m³.

Le volume autorisé par l'arrêté préfectoral du 23/07/2019 est de 32 297 m³ , par conséquent les volume réel est conforme à l'arrêté.

Constat du 02/09/2025 :
Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : NATURE DES INSTALLATIONS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 01/02/01

Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature

Prescription contrôlée :

Rubrique : 2445.2

Régime : D

Libellé de la rubrique (activité) : Transformation de papier, carton. La capacité de production étant supérieure à 1 t par jour, mais inférieure ou égale à 20 t par jour.

Volume autorisé : La capacité de production est de 8 tonnes par jour

Constats :

L'exploitant confirme que son établissement de Chilleurs-aux-Bois est soumis à la rubrique 2445.2 de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant annonce que la capacité de production est aujourd'hui légèrement inférieure à 20 tonnes par jour. Cette augmentation de la capacité de production reste comprise dans les seuils de Déclaration, bien que supérieure à la capacité de 8t/j annoncée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

L'exploitant a informé l'inspection que cette capacité pourrait être amenée à augmenter et peut-être dépasser les 20 t/j. Si ce point est confirmé, dans le prochain porter à connaissance à réaliser par l'exploitant, il pourrait être envisagé d'anticiper l'augmentation de capacité à venir afin que le nouvel arrêté préfectoral mis à jour intègre déjà cette augmentation prévue.

Constat du 02/09/2025 :
Absence d'écart constaté

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le prochain porter à connaissance à réaliser, l'exploitant pourrait envisager d'anticiper l'augmentation de capacité à venir afin que le nouvel arrêté préfectoral mis à jour intègre déjà cette augmentation prévue.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : NATURE DES INSTALLATIONS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 01/02/01
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature
Prescription contrôlée : Rubrique : 1185.2 Régime : NC Libellé de la rubrique (activité) : Emploi dans des équipements clos en exploitation de Gaz à effet de serre fluorés. Volume autorisé : 3 groupes froids contenant unitairement 54 kg de fluide frigorigène R410a, soit 162 kg au total.
Constats : L'emploi de gaz à effet de serre fluoré est une activité en cours de cessation. Sur les 3 groupes froids existants, seul un est encore présent et ce dernier devrait être transféré sur un autre site du groupe dans la Sarthe. L'établissement de Chilleurs-aux-Bois était déjà sous le seuil de classement pour la rubrique 1185, par conséquent, ce point ne modifie pas le classement et est conforme à l'arrêté préfectoral du 23/07/2019. L'exploitant précisera dans son futur porter à connaissance l'arrêt de cette activité. Constat du 02/09/2025 : Absence d'écart constaté
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant précisera dans son futur porter à connaissance l'arrêt de cette activité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : NATURE DES INSTALLATIONS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 01/02/01
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature
Prescription contrôlée : Rubrique : 1530 Régime : NC Libellé de la rubrique (activité) : Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés.

Volume autorisé : Le volume est de 900 m ³ au maximum
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que le volume total stocké de papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés est inchangé par rapport à l'arrêté préfectoral.</p> <p>Ce volume est inférieur au volume de stockage maximum de 900 m³ défini dans l'arrêté préfectoral du 23/07/2019. Ce point ne modifie pas le classement et est conforme à l'arrêté préfectoral du 23/07/2019.</p> <p><u>Constat du 02/09/2025 :</u> Absence d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : NATURE DES INSTALLATIONS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 01/02/01
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rubrique : 1532 Régime : NC Libellé de la rubrique (activité) : Dépôts de bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés Volume autorisé : Le volume est de 70 m³ au maximum.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le volume de bois ou produits analogues stocké dans l'établissement de Chilleurs-aux-Bois est constitué uniquement de produits finis. Le site ne fabrique pas sur place les couverts en bois, il ne fait que du conditionnement. L'exploitant précise que le volume de produits finis est supérieur au volume de 70 m³ annoncé dans l'arrêté préfectoral mais très en deça du volume seuil de 1000 m³.</p> <p>Le volume maximum constituant le dépôt sur site devra être précisé dans le futur porter à connaissance.</p> <p><u>Constat du 02/09/2025 :</u> Absence d'écart constaté</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le volume maximum constituant le dépôt sur site devra être précisé dans le futur porter à</p>

connaissance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : NATURE DES INSTALLATIONS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 01/02/01
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature
Prescription contrôlée : Rubrique : 2450.2 Régime : NC Libellé de la rubrique (activité) : Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient. . Volume autorisé : Quantité inférieure à 1 kg/jour
Constats : L'exploitant précise que l'activité imprimerie n'existe plus et qu'il n'y a donc plus de consommation d'encre. Il n'y a pas d'impact sur le classement de l'établissement car l'activité était déjà sous le seuil de classement dans le tableau de classement de l'arrêté préfectoral du 23/07/2019. L'exploitant devra préciser l'arrêt de cette activité dans le porter à connaissance à venir. Constat du 02/09/2025 : Absence d'écart constaté
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra préciser l'arrêt de cette activité dans le porter à connaissance à venir.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : NATURE DES INSTALLATIONS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 01/02/01
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature
Prescription contrôlée : Rubrique : 2925 Régime : NC Libellé de la rubrique (activité) : Ateliers de charge d'accumulateurs. Volume autorisé : Puissance : 4,5 kW

<p>Constats :</p> <p>L'établissement dispose encore d'un atelier de charge d'une puissance de 4,5 kW qui est inférieure au seuil de classement.</p> <p>Les chariots sont dotés des batteries au plomb donc avec possible dégagement d'hydrogène.</p> <p>Cette puissance ne modifie pas le classement</p> <p><u>Constat du 02/09/2025 :</u> Absence d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : NATURE DES INSTALLATIONS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 01/02/01</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rubrique : 4718-2 Régime : NC Libellé de la rubrique (activité) : Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris le GPL) et gaz naturel Volume autorisé : 3 citernes aériennes de propane de capacité unitaire de 1,5 tonne, soit 4,5 tonnes au total.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement de Chilleurs-aux-Bois dispose de 3 citernes aériennes de propane d'une capacité unitaire de 1,5 t soit un total de 4,5 tonnes. Cette quantité est inchangée et est inférieure au seuil de classement qui est de 6 t</p> <p><u>Constat du 02/09/2025 :</u> Absence d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : POLLUTION DES MILIEUX

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/08/2025, article Article D541-362</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, dispersion des granulés de plastiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de</p>

plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement.

Ces procédures visent à :

- a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;
- b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;
- c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;
- d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;
- e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;
- f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;
- g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures.

Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

NOTA : Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

Constats :

L'utilisation de granulés de plastique dans l'établissement de Chilleurs-aux-Bois n'existe plus depuis l'arrêt de la production de couverts et vaisselles en plastique. Lors de la visite de l'établissement, il n'a pas été constaté de reste de dispersion de granulés ni dans l'ancien atelier d'injection, ni aux abords des 5 silos de stockages qui ont été vidés.

Constat du 02/09/2025 :

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : INVENTAIRES DES SUBSTANCES DANGEREUSES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 7.2.1. de l'AP du 23/07/2019

Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité incendie

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et mélanges dangereux présents dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité. Les incompatibilités entre les substances et mélanges, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature (notamment phrases de risques ou mentions de danger), leur classement dans la

nomenclature des installations classées, et la quantité des substances et mélanges dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

Par courriel du 27/08/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, l'ensemble des fiches données de sécurité (FDS) des produits utilisés sur le site, soit un total de 70 fiches données de sécurité. Par sondage l'inspection a regardé quelques FDS qui sont conformes aux exigences réglementaires.

Malgré l'existence d'une liste des produits dangereux utilisés, l'exploitant n'a pas été en capacité de fournir :

- l'inventaire des produits stockés comprenant la nature des produits associée notamment aux phrases de risques, aux mentions de danger et aux quantités de ces derniers.
- le plan général de stockage des produits.

Constat du 02/09/2025 :

Absence d'inventaire des produits stockés conforme à la prescription et d'un plan général de stockage de ces produits.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra réaliser l'inventaire des produits stockés ainsi que le plan de stockage conformément à la prescription. Ces documents seront à communiquer à l'inspection dans un délai de 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 7.7.2. de l'AP du 23/07/2025

Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité incendie – entretien des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

Par courriel en date du 27/08/2025, à la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis le plan de localisation des moyens de lutte contre l'incendie qui précise l'emplacement :

- de la centrale d'alarme incendie
- des déclencheurs manuel,
- des extincteurs sur roue à eau
- des extincteurs sur roue à poudre,
- des portes coupe-feu,
- des extincteurs à eau
- des extincteurs CO2
- des extincteurs à poudre
- des robinet d'incendie armés
- des commandes de désenfumage
- des poteaux incendie.

L'opération annuelle de maintenance de l'ensemble des extincteurs a été réalisée par la Société CLIMEX, basée à Saint Denis en Val (45), le 4/12/2024. Le Q4 : compte rendu de vérification périodique relatif aux extincteurs en date du 09/12/2024, établi par la société CLIMEX, conclut que l'installation est conforme et est maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4.

Lors de la visite terrain, par sondage, l'inspection a contrôlé que l'étiquetage sur les extincteurs : n° 104, n°107 et n°108 était bien conforme à la date du dernier contrôle : Décembre 2024.

L'inspection a demandé à l'exploitant de lui présenter les résultats des opérations de maintenance et des essais périodiques pour le sprinklage automatique.

Dans le local technique, où se trouvent les 3 pompes servant au sprinklage : Pompe Jockey (pompe d'appoint pour maintien en pression du réseau), l'électropompe de 60 m³/h et le groupe motopompe Diesel d'un débit de 240 m³/h est présent un tableau qui atteste de la vérification hebdomadaire des 3 pompes et des cloches conformément à une procédure fournie par le prestataire UXELLO. Cette vérification hebdomadaire est réalisée par le service maintenance d'USEO.

Le compte rendu de vérification semestrielle du système de sprinklage (Q1) en date du 10/03/2025, réalisé par la société UXELLO, basée à Saran (45) conclut que :

- il n'y a pas de point de non conformité avec mise en échec.
- il existe une non conformité sans risque de mise en échec concernant une machine (PULPE) actuellement à l'arrêt et non raccordée. Elle est positionnée sous une passerelle qui la masque partiellement du sprinklage. Le service conception d'USEO est en train de résoudre ce point avant la reprise de la production, soit en ajoutant un sprinklage ou la mise en place d'une passerelle en caillebotis.

Constat du 02/09/2025.
Absence d'écart constaté

N° 16 : RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 7.7.3. de l'AP du 23/07/2025

Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité incendie – ressources en eau et en mousse

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés répartis de manière à ce qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances. L'exploitant réalise un contrôle mensuel des robinets d'incendie armés ;
- d'un système d'extinction automatique d'incendie à eau (répondant au référentiel APSAD ou équivalent) couvrant l'ensemble de l'extension du bâtiment (hormis les bureaux) ainsi que la zone entrepôt existante ;
- d'une réserve d'eau incendie de 360 m³ dotée :
 - de demi-raccords dont les tenons sont horizontaux par rapport au sol,
 - d'une protection antigel pour chaque demi-raccord conforme aux observations formulées dans l'avis des pompiers du 29 mai 2019 susvisé,
- deux poteaux d'incendie privés sur le site, et d'un poteau d'incendie public débitant 112 m³/h à l'entrée du site.

Constats :

Par courriel en date du 27/08/2025, à la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis le plan de localisation des moyens de lutte contre l'incendie. Les équipements sont biens répartis sur l'ensemble du site.

L'inspection a demandé à l'exploitant de lui présenter le résultat des 3 derniers contrôles mensuels des robinets d'incendie armés (RIA). Ce dernier a présenté à l'inspection le rapport de vérification périodique en exploitation des moyens de secours concourant à la sécurité incendie, réalisé par Bureau Véritas qui est intervenu sur site le 04/08/2025. Ce rapport est annuel. L'exploitant ne réalise pas les contrôles mensuels de ses RIA. Il pense que cette périodicité est excessive et souhaiterait une révision de celle-ci.

Le réseau sprinkleur est alimenté par :

- une réserve en acier d'une capacité de 30 m³ (source A) sur moteur électrique
- une réserve en acier d'une capacité de 360 m³ (source B) d'eau prélevée sur le réseau public d'eau potable, sur moteur Diesel.

Ces deux Cuves alimentent tout le réseau sprinklage.

<p>Sur le terrain l'inspection a constaté la présence des trois poteaux d'incendie protégeant le site.</p> <ul style="list-style-type: none"> - un poteau d'incendie sur l'espace public à proximité de l'entrée du site. - de 2 poteaux d'incendie d'un débit unitaire théorique pour chacun de 60 m³/h. <p>L'inspection a demandé que lui soit présenté les dernières mesures de débit des deux poteaux d'incendie internes. L'exploitant a présenté le rapport de contrôle technique périodique des points d'eau incendie réalisé par Bureau Veritas le 5/08/2025. Le Poteau 1, le long du bâtiment coté parking à un débit réel sous 1 bar de 87,4 m³/h. Le poteau 2 situé dans la cour de livraison à coté de la « cellule extension stockage » a un débit mesuré de 62,8 m³/h.</p> <p>Constat du 02/09/2025. L'exploitant ne réalise pas les contrôles mensuels des robinets d'incendie armés (RIA), comme prévu dans l'arrêté préfectoral du 23/07/2019. Un contrôle annuel est cependant bien réalisé par Bureau Veritas. Les poteaux incendie sont conformes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En l'état, l'exploitant doit se conformer à la prescription de son arrêté préfectoral qui lui impose un contrôle mensuel des robinets d'incendie armés (RIA) ou demander un aménagement de cette prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 17 : AIRE DE STATIONNEMENT DES POMPIERS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 7.7.4. de l'AP du 23/07/2019</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>À proximité de la réserve d'eau incendie, une aire de stationnement réservée à l'installation de deux engins pompiers (résistance 16 tonnes) de 64 m² (8 mètres x 4 mètres par engin). Cette aire, accessible en tout temps par voie carrossable, est située à au moins 10 mètres de tout bâtiment. Elle dispose d'une pente douce (environ 2 cm par mètre) permettant d'évacuer l'eau de ruissellement ou de refroidissement. Sa largeur est perpendiculaire à l'axe formé par le milieu des demis raccords d'aspiration.</p> <p>Une signalétique adaptée (fond rouge avec écritures blanches) apposée à proximité précise : RESERVE INCENDIE,</p> <ul style="list-style-type: none"> • numéro ... • volume en m³, • défense de stationner.

Constats :

La réserve incendie constituée d'une bâche d'un volume de 360 m³, est bien dotée d'une aire de stationnement réservée à l'installation de deux engins pompiers. Cette aire est conforme à la prescription.

La signalétique sur fond rouge avec écritures blanches précisant le volume de 360 m³ de la réserve est apposée devant la bâche. Ce panneau est complété par un panneau « point d'aspiration d'incendie ». Un marquage au sol précise l'interdiction de stationner.

Constat du 02/09/2025.

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : BASSIN DE CONFINEMENT ET BASSIN D'ORAGE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 7.7.7.1. de l'AP du 23/07/2019

Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité incendie

Prescription contrôlée :

Les réseaux d'assainissement de l'extension du bâtiment, susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement), sont raccordés à un bassin d'orage et de confinement étanche aux produits collectés d'une capacité de 700 m³ avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'Article 4.3.10. traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. En tout état de cause, en cas de sinistre, l'ensemble des eaux d'extinction du site est confiné sur le site après fermeture d'une vanne à commande automatique asservie à la détection incendie, doublée d'une commande manuelle.

Constats :**Constats**

Un nouveau bassin d'orage susceptible de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) a été réalisé à l'Ouest de l'établissement, juste au dessus de l'ancien bassin d'orage existant qui lui a été transformé en bassin de process.

Ce nouveau bassin d'orage a un volume de 1400 m³, volume supérieur à la somme du bassin initialement prévu pour l'extension (700 m³) et de l'ancien bassin d'orage.

L'ensemble des eaux de pluie et de ruissellement du site atteignent ce bassin gravitairement. Ce bassin est doté d'une vanne à fermeture automatique asservie à la détection incendie. Elle est normalement en position ouverte, permettant l'évacuation des eaux de pluie au milieu en temps normal.

L'extension du site prévue dans le porter à connaissance transmis à l'inspection des installations classées en mai 2019, prévoyait la construction d'un bassin d'orage et de rétention des eaux d'extinction incendie d'une capacité de 700 m³ au sud du site.

Constat du 02/09/2025.
Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite